

Production de Bitcoin dans le Parc national des Virunga : indifférence à Kinshasa, omerta dans la Société civile

P. 3

ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala N° 711 du vendredi 24 au dimanche 26 mars 2023 Prix : 3.000 FC

Journal en ligne
et Tri-hebdomadaire
d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05
+ 243 903 185 670
E-mail : kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

Gestion «partagée» des ressources

Sarkozy en opération séduction à Kinshasa

P. 2

Révisitation du contrat chinois : Tshisekedi responsabilise son cabinet et zappe le Gouvernement

C'est dans les installations de l'Inspection générale des finances (IGF) que l'Etat congolais a entamé, mercredi à Kinshasa, la renégociation de la convention de collaboration signée en 2008 entre la République Démocratique du Congo et un groupement d'entreprises chinoises, communément appelée contrat chinois. L'option avait été levée, vendredi dernier, en Conseil des ministres après le rapport de l'IGF. Si la RDC n'a aucune intention de faire table rase de ce contrat, Kinshasa est néanmoins déterminé à corriger les graves déséquilibres répertoriés par l'IGF. Pour la révisitation de ce contrat chinois, le Chef de l'Etat, Félix... P. 5



PARLONS-EN

De l'art de naviguer à vue

ECONEWS

Nicolas Sarkozy, ancien président français, a achevé un séjour de 24 heures dans la capitale congolaise. Trois semaines après l'un de ses successeurs, Emmanuel Macron, président en exercice au pays des Gaules et un mois après le pape François. Ils se compteraient sur le bout des doigts, ces pays africains qui s'enorgueilliraient d'aligner autant d'hôtes prestigieux en un laps de temps aussi court.

Si le pape François est venu, trente-cinq ans après Jean-Paul II à la recherche des âmes perdues qu'il faut ramener au Seigneur, Emmanuel Macron s'est bien gardé de répondre aux at-

(Lire en page 2)

Coordonnateur national de la WIM.DRC, TFM a pris part à Lubumbashi au festival Thamani, en collaboration avec la GIZ.

P. 6

Commentant le projet d'une centrale solaire à Mbandaka Bavon N'Sa Mputu Elima : « Les provinces forestières ont des avantages pour développer les projets REDD »

P. 7

Gestion «partagée» des ressources

Sarkozy en opération séduction à Kinshasa

24 heures à Kinshasa, quelques minutes d'entretien avec le Président de la République, passage au ministère des Finances, puis il s'en va. Voilà ce qu'a été le séjour de 24 heures à Kinshasa de l'ancien président français, Nicolas Sarkozy. Depuis son départ en 2012 de l'Élysée, Nicolas Sarkozy fait profiter à ceux qui sollicitent ses services son impressionnant carnet d'adresses. En France, c'est avec lui que Paris a jeté les bases de l'harmonisation des relations avec Kigali. C'est aussi lui qui avait ouvert les portes de la France

au Qatar. C'est dire que Sarkozy bénéficie de très bonnes entrées aussi bien au Rwanda qu'au Qatar. Or, depuis le rapprochement entre la RDC et les Emirats Arabes Unies, le Qatar a terriblement perdu du terrain en RDC. Renouer le contact entre la RDC et le Qatar, et par ricochet, rétablir le pont entre Kinshasa et Kigali sont, entre autres, des éléments probants qui ont justifié le séjour-éclair de Sarkozy à Kinshasa. Les prochains jours et mois à venir nous en diront plus.

ECONEWS

Trois semaines après la visite d'Emmanuel Macron, c'est au tour de l'un de ses prédécesseurs à faire le déplacement de Kinshasa. Nicolas Sarkozy, ancien président français (2007-2012), est arrivé dans la capitale congolaise dans la soirée du 22 mars pour une visite de 48 heures.

Si l'arrivée du président Emmanuel Macron a été précédée d'une attente des dirigeants congolais à l'entendre condamner sans équivoque «l'agression rwandaise», un voyage attendu de pied ferme par les populations de Kinshasa chauffées à blanc après le financement de l'armée rwandaise par l'Union européenne à hauteur de 20 millions d'euros, prétendument destinés aux troupes rwandaises présentes dans la province septentrionale du Cabo Delgado au Mozambique où le français TotalEnergie érige le plus grand complexe gazier d'Afrique, n'aura pas laissé un souvenir inoubliable.

On se rappellera longtemps la passe d'armes mémorable de cette conférence de presse conjointe où les deux présidents, hors tous les usages protocolaires, en seraient presque venus aux mains. Quand Félix Tshisekedi s'insurge contre «le paternalisme» des puissances occidentales, Macron réplique par cette phrase assassine : «Nous connaissons le contexte des élections de 2018», laissant entendre que l'accession de Tshisekedi au pouvoir aurait découlé, selon les termes de l'ancien ministre français des Affaires étrangères Yves Le Drian, d'«un compromis à l'africaine».

Dire que la visite d'Emmanuel Macron à Kinshasa n'était pas la bienvenue relève du lieu commun. Preuve : son avion avait atterri à l'aéroport international de Ndjili - 23 heures et décollé, 48 après, à minuit. Certes il aura eu le temps de faire une virée dans une boîte de nuit de la commune de Bandalungwa, à Kinshasa, et dégusté une bière d'une marque naturellement française, mais pour les services de sécurité, il n'était pas question de laisser son cortège traverser le quartier chaud de Tshangu où



Mercredi soir, Nicolas Sarkozy a eu un aparté avec le Président Félix Tshisekedi

il était attendu de pied ferme.

En conclusion, la visite d'Emmanuel Macron aura laissé un goût de cendre dans les palais des dirigeants et du peuple congolais qui attendaient une condamnation ferme et claire de l'intervention militaire rwandaise en RD Congo par la fausse rébellion du M23 interposée.

Pour sa part, l'arrivée ce mercredi en RDC de l'un de ses successeurs à l'Élysée ne s'est pas faite non plus en toute sérénité. Annoncée en toute timidité par la Présidence de la République, elle a été précédée de l'affirmation par les médias français selon laquelle Nicolas Sarkozy aurait été invité par le président congolais Félix Tshisekedi qui souhaiterait le voir mener une médiation, voire une reconexion avec son homologue rwandais Paul Kagamé.

Information aussitôt démentie par la présidence congolaise, tout en ne communiquant pas sur l'objet du séjour de Sarkozy à Kinshasa. Néanmoins, il a été reçu par le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, et le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, avec lequel il s'est entretenu en toute décontraction.

Nicolas Sarkozy, c'est l'ancien président français qui, lors d'un discours à Dakar, au Sénégal, le 26 juillet 2007, déclarait que «l'Afrique n'était pas entrée dans l'histoire». Pire, il théorisait, en janvier 2009, à propos de la crise dans les Grands Lacs qui est restée en travers de la gorge des Con-

golais, une proposition qui, une fois appliquée, aurait présidé à la balkanisation du Congo.

Début 2009, lors de son traditionnel message de vœux au corps diplomatique accrédité en France, Nicolas Sarkozy, alors président de la République, avait fait un tour d'horizon général des grandes questions internationales, proposant, par la même occasion, son plan de sortie de crise dans la région des Grands Lacs.

Ce jour-là, Sarkozy déclara : «Quant à la région des Grands Lacs, la violence s'est une nouvelle fois déchaînée. L'option militaire n'apportera aucune solution aux problèmes de fond qui se posent de façon récurrente depuis dix ans. Cela met en cause la place, la question de l'avenir du Rwanda, avec lequel la France a repris son dialogue, pays à la démographie dynamique et à la superficie petite. Cela pose la question de la République Démocratique du Congo, pays à la superficie immense et à l'organisation étrange des richesses frontalières. Il faudra bien qu'à un moment ou un autre il y ait un dialogue qui ne soit pas simplement un dialogue conjoncturel, mais un dialogue structurel : comment, dans cette région du monde, on partage l'espace, on partage les richesses et on accepte de comprendre que la géographie a ses lois, que les pays changent rarement d'adresse et qu'il faut apprendre à vivre les uns à côté des autres ?»

Depuis lors, le peuple

congolais n'a jamais oublié le discours pro-rwandais de celui qui voulait dépecer la RDC.

LES ZONES D'OMBRE

Un rappel. Nicolas Sarkozy, se référant aux violences en territoire congolais, estimait que «l'option militaire n'apportera aucune solution aux problèmes de fond qui se posent de façon récurrente depuis dix ans. (...) Il faudra bien qu'à un moment ou un autre il y ait un dialogue conjoncturel ... ».

Est-ce le même discours que l'ancien président français a amené pendant ses 24 heures de séjour dans la capitale congolaise. En quoi sa visite mi-privée, mi-officielle avait-elle d'aussi important au point de s'entretenir dans la soirée du mercredi, soit quelques heures après son arrivée sur le sol congolais, avec le Président de la République ? Il y a une autre question qui taraude les esprits. C'est notamment son passage au cabinet du ministre des Finances où il a affiché une posture triomphaliste pour avoir sûrement réussi son opération séduction à Kinshasa.

C'est dire bien des zones d'ombre autour de ce passage-éclair de l'ancien président français à Kinshasa. Et les assurances de Mme la porte-parole du Président de la République, Tina Salama, n'ont pas non plus résolu le problème. Bien au contraire. Elles ont jeté de l'huile, alimentant une chronique déjà bouillante.

Toujours est-il que Sarkozy, le même qui a jeté le pont pour l'harmonisation entre Paris et Kigali, avait une mission bien précise dans la capitale congolaise.

Tenter d'appliquer à Kinshasa la même recette qui a réconcilié la France au Rwanda ? L'hypothèse tient sur toute la ligne.

Les jours et mois à venir jetteront peut-être une lumière sur l'étrange séjour de Nicolas Sarkozy à Kinshasa. Se greffant sur la multitude de médiations, sommets et mini-sommets, sa démarche, quoique ne revêtant aucun caractère officiel, ne saurait s'affirmer que sur un rapprochement à ce jour chimérique entre Félix Tshisekedi et «son frère» et ami Paul Kagamé du Rwanda.

PARLONS-EN
De l'art de naviguer à vue

(Suite de la Une)

tentes des Congolais et de leurs dirigeants qui auraient souhaité l'entendre condamner de vive voix le rôle du Rwanda dans «l'agression» étrangère auquel la RDC fait face. Mal leur en a pris. Le président français n'en a pas pris le risque, préférant conforter ses atomes crochus avec le despote de Kigali.

Et cette conférence de presse conjointe restée dans les annales. Ou, faisant fi du respect dû à celui qui vous offre l'hospitalité, M. Macron a, s'excusant «de le dire en termes crus», reproché aux dirigeants congolais leur incapacité à rétablir la souveraineté et la sécurité de leur territoire depuis... 1994 !

La visite-éclair de Nicolas Sarkozy n'est que la suite logique que l'on croirait logique dans une démarche où se bousculent une multitude de propositions de médiations et de bons offices dont aucune n'a débouché sur des résultats probants.

De Luanda à Nairobi, en passant par Bujumbura, New York et Addis-Abeba, le gouvernement congolais donne l'impression de trop étreindre sans qu'il embrasse en définitive. La diplomatie tous azimuts menée par le pouvoir de Kinshasa porte ses fruits. C'est incontestable. Cependant, la foultitude de partenaires aboutit dans une impasse. Avec cette impression malhabile de naviguer à vue.

Les Congolais seuls, transcendant un orgueil bien compréhensible, sont en mesure d'amorcer un processus sur la voie de la paix. Il est en effet incompréhensible que Kinshasa recourt à un ancien chef d'Etat, aussi proche soit-il avec le président rwandais pour ouvrir un canal de communication, d'autant plus que les relations diplomatiques ne sont pas rompues entre Kinshasa et Kigali.

On le répète : qui trop embrasse mal étreint. La RDC ferait œuvre utile en s'inspirant du cas éthiopien. En deux ans de la rébellion des Tigréens, Addis-Abeba a mis fin à la crise sans la moindre intervention de l'Union africaine ou de casques bleus. A ce jour, le pays est réunifié. Qu'on se le dise.

Production de Bitcoin dans le Parc national des Virunga : indifférence à Kinshasa, omerta dans la Société civile

Dans le Parc national des Virunga (province du Nord-Kivu), classé patrimoine mondial de l'Unesco, la conservation de la nature a cédé la place à la production de Bitcoin, autrement dit la cryptomonnaie. Tout se fait avec la bénédiction de l'Union européenne (UE), financier du projet. Curieusement, la Société civile, trop regardante dans la protection de la nature lorsqu'il s'agit des autres, reste silencieuse. Personne n'en parle. Et personne non plus n'ose élever sa voix pour dénoncer ce que fait l'UE de l'énergie électrique qu'elle produit

Que fait l'Union européenne de l'énergie électrique produite dans le Parc national des Virunga ? Vous serez tenté de croire que cette électricité sert à accompagner les activités de conservation de la biodiversité du Parc ou encore à subvenir aux besoins en énergie de la population. Détrompez-vous ! Car, ce n'est pas le cas.

De toute l'énergie produite dans le Parc des Virunga, dans le cadre du programme Virunga Energies, juste une infime partie est injectée dans le réseau domestique. Le reste – en toute la plus grande partie – sert à autre chose, c'est-à-dire la production de Bitcoin, la cryptomonnaie.

Voilà ce que l'UE fait exactement de l'énergie qu'elle produit dans le Parc, loin des actions touchant à la conservation de la nature, selon le cahier des charges convenu avec l'Etat congolais.

C'est une première dans l'histoire de la RDC ! Le Parc national de Virunga, dans l'espoir menacé de sauvegarder la biodiversité dont il est garant depuis presque cent ans, s'est donc muni de sa propre ferme de minage de Bitcoin. Une initiative qui jette dans l'incompréhension bon nombre de personnes. Car, à première vue, quel rapport entre la cryptomonnaie et la protection de l'environnement ?

CRYPTOMONNAIE, UNE INDUSTRIE POLLUANTE

A priori, minage de crypto actifs et développement durable ne font pas bon ménage. Le minage de cryptomonnaie étant une pratique extrêmement énergivore, on voit mal comment cette industrie pourrait être, sinon bénéfique, du moins cohérente, avec les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) définis par l'Organisation des Nations Unies, du reste ratifiés par la RDC.

A ce sujet, les chercheurs M. J. Krause et T. Tolaymat, ont estimé que, sur la période qui s'étend de janvier 2016 à juin 2018, le seul minage des jetons BTC, ETH, Litecoin et Monero est responsable de l'émission de 3 à 15 millions de tonnes de gaz à effet de serre ; pour vous donner un ordre d'idée,

dites-vous qu'un pays tel que l'Afghanistan émet 7.44 millions de tonne de CO2 par année.

Alors comment concilier une industrie si avide d'énergie aux objectifs de développement durable dans le cas spécifique du Parc national des Virunga ?

A Kinshasa, aucun officiel ne se hasarde sur ce terrain. De passage dernièrement dans le Parc de Virunga, le ministre national du Tourisme, Modero Nsimba, a tenté de comprendre ce qui se trame derrière le projet énergétique de l'UE à l'intérieur, avant de se rétracter. On comprend aisément que le ministre s'est retrouvé dans un terrain où les enjeux le dépassaient.

Quant à la Société civile qui se montre généralement active dans les actions touchant à l'environnement, personne n'ose, à ce jour, lever son petit doigt pour pousser l'Union européenne à dire toute la vérité sur ce qui se trame dans le Parc des Virunga.

La raison est bien simple. Grand mécène de la plupart d'ONGs présentes en RDC, l'UE est parvenue à les réduire toutes au silence. Etant sous la botte de l'UE, aucune ONG de la Société civile ne s'intéresse à ce qui se passe dans le Parc des Virunga, par peur d'irriter le grand financier.

Une chose est vraie : l'énergie produite dans le Parc des Virunga sert plus à la production de Bitcoin qu'à la conservation de la nature.

Lorgnant vers d'autres horizons, l'UE veut étendre cette activité jusqu'au Parc national de l'Upemba, dans la province du Haut-Katanga. On comprend toute la hargne de l'UE sur le projet hydroélectrique de Sombwe. Les masques commencent à tomber.

VIRUNGA, LE BITCOIN PLUS RENTABLE QUE LA CONSERVATION

On apprend que c'est en février 2020 que le conservateur du Parc national des Virunga, Emmanuel de Merode, faisait la connaissance du fondateur de Big Block Green Service, une entreprise française qui conçoit, produit et livre « clefs en mains » des fermes de mi-

minage dans le parc, via Virunga Energies. A Kinshasa, le Gouvernement est tout aussi aphone sur ce qui est entrepris dans le Parc national des Virunga où l'UE fait ce qu'elle veut, dans l'opacité la plus totale – comme dans un pays conquis. Tour d'horizon. A Kinshasa, personne n'en parle. Tout comme à la Société civile où la loi de l'omerta est de règle – sans doute pour ne pas froisser le grand financier, en l'occurrence l'Union européenne.

HUGO TAMUSA



Des containers bien rangés pour le minage de Bitcoin

nage éco-responsables.

De leur rencontre naîtra le projet d'utiliser l'énergie hydroélectrique produite par le flux des rivières qui serpentent le Parc afin d'alimenter les ordinateurs qui mineront du Bitcoin. Un projet gagnant-gagnant, semble-t-il, car Big Block Green Services ne fait que racheter le surplus d'électricité produit par les systèmes hydroélectriques du parc Virunga qui, avant lui, ne trouvait pas d'acheteur.

Aussi faut-il préciser qu'à cause des conflits quasi constants dans la région entre divers groupes rebelles et les autorités du pays, sans oublier les effets néfastes du Covid, ni ce négligeable 1% du budget total du parc alloué par le Gouvernement, les finances de Virunga étaient au plus mal. Avec plus de 40% des revenus du Parc provenant du tourisme, c'était le moment de parier gros ; Emmanuel de Merode l'a fait en basculant vers le Bitcoin au détriment de la conservation de la nature.

Avait-il obtenu l'autorisation de sa hiérarchie à Kinshasa ? Pas évident.

Bien que le Bitcoin ne soit pas, comme on l'a vu,

associé à la conservation de la biodiversité - ce serait plutôt le contraire - Emmanuel de Merode a choisi, ici, de l'intégrer dans un plan plus large qui vise à ce que les précieuses ressources hydroélectriques et territoriales du parc de Virunga profitent tant aux populations locales qu'au bon maintien du parc.

C'est en septembre 2020 que le premier Bitcoin de Virunga a été miné. Et par la suite, concède Emmanuel de Merode : « *Le cours du Bitcoin s'est envolé. Nous avons eu de la chance - pour une fois.* »

A cette époque, un BTC valait alentours de 10.000 USD. Cinq mois plus tard, en mars 2021, le jeton roi s'échangeait pour environ 44.000 USD ; durant ce mois, le parc Virunga a obtenu environ 150.000 USD grâce à sa mine, soit l'équivalent de ce que rapporte le tourisme en haute saison.

Aujourd'hui la ferme de minage du parc national compte dix conteneurs, chacun accueillant entre 250 et 500 machines. Trois d'entre eux appartiennent au parc, quand les sept autres sont la propriété de l'entreprise du

français Sébastien Gouspillou. On comprend facilement l'appui de la Délégation de la Commission européenne en RDC qui a, à sa tête, le Français Jean-Marc Chataigner. Tout s'explique !

Le conservateur de Virunga estime à 500.000 dollars les revenus générés par la mine de sur l'année dernière.

Peu importe que le Bitcoin a perdu 70% de sa valeur sur l'année dernière car, en somme, Emmanuel de Merode considère que : « *C'est un excellent investissement pour le Parc. Nous ne spéculons pas sur sa valeur, nous en générons. Si vous achetez du Bitcoin et que sa valeur diminue, vous perdez de l'argent. Nous, nous produisons du Bitcoin grâce à un surplus énergétique et nous monétisons une ressource qui, autrement, n'a aucune valeur.* »

C'est dire que Kinshasa ne contrôle plus ce qui se passe dans le Parc national des Virunga. Et la Société civile congolaise, complice sur toute la ligne, a décidé de fermer les yeux pour ne pas froisser son grand bailleur, l'UNION EUROPEENNE. Dossier à suivre.

Souçons de détournement à la CENI : l'ODEP appelle à un «un audit complet jusqu'à fin octobre 2022»

L'Observatoire de la dépense publique (ODEP) vient, une fois de plus, de dresser un sévère réquisitoire contre le bureau de la CENI (Commission électorale nationale indépendante) que dirige Denis Kadima, mis en cause pour sa gestion de la centrale électorale. Cette ONG soupçonne de graves détournements des fonds mis à la disposition de la Centrale électorale. Convaincu que Denis Kadima entretient une grande machine de détournement de fonds publics, l'ODEP

invite, par conséquent, les organes de contrôle (Inspection générale des finances et Cour des comptes) « à initier un audit complet de la CENI depuis les premiers décaissements jusqu'à fin octobre 2022 ». Parallèlement, il recommande au ministre des Finances « d'exiger un plan de décaissement avec chronogramme d'activité avant tout décaissement ». Intégralité du communiqué de l'ODEP.

ECONEWS

«Opacité du financement du processus électoral en RDC»

Dans le cadre du suivi citoyen de l'exécution de la loi de finance 2022, l'Observatoire de la dépense publique (ODEP) a suivi le débat engagé entre le Président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et le ministre des Finances au sujet des fonds décaissés pour les opérations électorales en République Démocratique du Congo, entre décembre 2021 et février 2022. Plus récemment le Président de la CENI et ses services se sont plaints de n'avoir reçu aucun décaissement depuis octobre 2022, qu'en est-il réellement ?

DE LA SITUATION DE DÉCAISSEMENT

- Depuis l'entrée en fonction du nouveau bureau de la CENI (fin octobre 2021 à janvier 2022, le trésor public a décaissé 212 milliards de FC, soit 104,2 millions de dollars, dont 90% couvrant les dépenses de fonctionnement. Pourtant le ministre des Finances a annoncé le 15 février 2022 une mise à disposition de fonds de 37 millions USD. Entre le versement annoncé par le ministre des finances et ceux retracés par le ministère du budget, ODEP avait constaté un écart de 67,2 millions de dollars US, dont la destination reste à démontrer par les acteurs du circuit de la dépense;

- ODEP avait alors noté que l'absence d'un plan de décaissement et d'un débat public au Parlement restent un handicap ma-

jeur pour une gestion orthodoxe des fonds affectés aux opérations électorales. A titre d'exemple, sur base de quel chronogramme le ministre des Finances a décaissé 21 millions de dollars US le 11 février 2022 ?

- A l'époque nous constatons que l'achat des véhicules des membres de la CENI violait l'article 6 de la loi relative aux marchés publics. La surfacturation révélée par le ministre des Finances est une conséquence de l'absence de planification et de contrôle a priori. Comment a-t-il ordonné le paiement sans disponibilité des crédits budgétaires, sans appel d'offre, ... ? pire encore la passation dudit marché par une procédure opaque a été effectuée par le BCECO. Ce comportement du Ministre des finances voulant soumettre la CENI sous tutelle du BCECO violait le décret du 28 décembre 2010 portant création, organisation et fonctionnement de la cellule de gestion des projets et des marchés publics au sein de la CENI;

- Par ailleurs, ce recours au BCECO pour effectuer des marchés de la CENI en lieu et place d'une cellule des marchés publics créée au sein de l'organe électorale était un Contrôle citoyen des finances publiques de la République Démocratique du Congo facteur déclencheur des retro commissions, surfacturations, conflit d'intérêt dans le processus d'acquisition du matériel électoral...

Rappels que c'est le

BCECO, qui a monté tous les marchés sous Corneille Naanga de triste mémoire, aujourd'hui sans honte ni gêne, candidat Président de la République.

De la crédibilité des prévisions budgétaires des opérations électorales

- D'après les éléments recueillis auprès du gouvernement, la CENI avait sollicité un décaissement de 642 millions de dollars pour entamer les activités électorales en 2022 alors que les crédits prévus dans la loi des finances étaient de 250 millions. Soit 392 millions de plus qui ont été intégrés à la loi des finances 2022 par quelle procédure; en dehors d'un collectif budgétaire? On est là en pleine violation de la loi des finances 2022 et de la LOFIP. L'ODEP se dit surpris par cette demande, irréaliste, d'autant plus que la RDC est à son quatrième cycle électoral. En 2018, 52%, du budget des opérations électorales couvraient l'acquisition des matériels et la quincaillerie électorale. Ce qui existe déjà, d'après le rapport du processus électoral 2012 à 2019.

- Nous estimons que le budget actuel ne devrait pas dépasser 600 millions de dollars pour couvrir les élections présidentielles, législatives nationales et provinciales, même si on y ajoutait la révision du fichier électoral, évalué à près de 70 millions de dollars US, si on s'en tient au budget présenté en 2015 pour couvrir les mêmes besoins.

Selon les données recueillies auprès du cabinet du ministre des Finances il y a une semaine, sur les 642 millions sollicités en violation des lois, un décaissement d'environ 480 millions a déjà été effectué. Un reliquat de 142 millions reste à effectuer en plus d'environ 400 millions sollicités en 2023. Le processus total va coûter plus d'un milliard de dollars, comme si le pays n'était pas sinistré et n'avait pas une guerre atroce à gérer. Le coût exagéré des besoins non vérifiés et approuvés par les institutions supérieures de contrôle vise des objectifs de détournements, des retro-commissions et autres pratiques d'enrichissements illicites que les besoins d'organiser un processus électoral transparent, crédible et apaisé.

- La procédure de mise à disposition des fonds favorise le manque de transparence préjudiciable à la crédibilité même du processus électoral. Avec un financement opaque, quelle transparence devons-nous espérer de ce nouvel hold-up électoral qui se profile à l'horizon. Face à cette situation, l'ODEP constate que le financement du processus électoral est en danger. La course à l'enrichissement illicite, les mauvaises pratiques décriées sous Corneille Naanga ont refait surface. Le pays n'est pas sorti du vieux démon des élections business. Pour éviter le pire, l'ODEP recommande :

Au Premier ministre de : prendre des mesures nécessai-

res pour garantir à la CENI la jouissance effective de l'autonomie financière conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi organique n°10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la commission électorale nationale indépendante telle que modifiée à ce jour ; présenter au parlement un collectif budgétaire à chaque fois que des besoins de la CENI non évalués apparaissent;

Au ministre des Finances d'exiger un plan de décaissement avec chronogramme d'activité avant tout décaissement;

A la CENI de publier un budget détaillé des opérations électorales assorties d'un plan de décaissement et d'utilisation des fonds reçus pour faciliter le gouvernement à financer le processus électoral;

Aux organes de contrôle (Inspection générale des finances et Cour des comptes) d'initier un audit complet de la CENI depuis les premiers décaissements jusqu'à fin octobre 2022. La présence pertinente des brigades financières de l'IGF à la CENI s'impose.

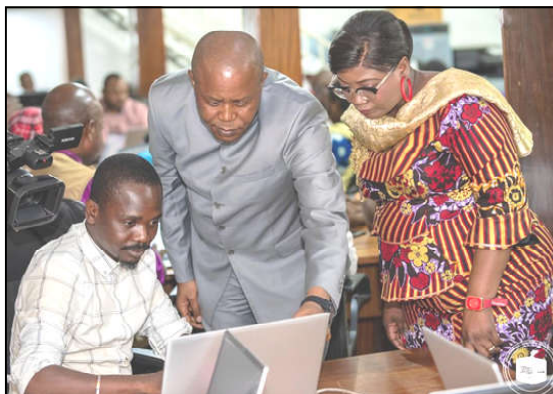
A la Société civile de doubler de vigilance, de continuer sans relâche le contrôle, de continuer à éduquer et sensibiliser la population

A la population de s'organiser et se prendre en charge pour faire barrage à une réédition d'un nouvel hold-up électoral. Communiqué ODEP

Élections 2023 : la CENI procède au toilettage du Fichier électoral

Conformément à son calendrier, publié le 26 novembre 2022, la CENI déjà au toilettage du Fichier électoral. Il s'agit d'un traitement des données statistiques pour détecter les cas des doublons, les cas d'enfants mineurs et des photos non conformes en vue de les supprimer pour avoir un Fichier électoral «consolidé et fiable». Le président de la CENI, Denis Kadima, l'a annoncé jeudi, à l'issue de la visite du Centre national de traitement (CNT) de la Direction informatique du Secrétariat exécutif national de la CENI.

À l'issue de cette visite de travail à l'interne,



Denis Kadima a cerné la pertinence de cette opération : «Nous sommes dans

cette salle où les équipes de la CENI s'occupent maintenant du dédoublonnage.

Nous avons dit que les gens pouvaient s'enrôler autant de fois qu'ils veulent, mais à un certain moment, à partir d'une technologie très avancée, nous allons détecter les enfants, les photos des photos et autres problèmes indésirables sur base desquels nous allons faire l'adjudication». Avant de poursuivre : «Il y a des cas qui seront rejetés et d'autres qui seront confirmés. C'est ici l'occasion de préciser que les enfants ont été utilisés pour gonfler le nombre des électeurs dans certaines circonscriptions. Laissez-moi vous répéter que cette pratique ne pas-

sera pas grâce à la technologie que la CENI a développée au fil des années ».

Dans sa conclusion, Denis Kadima a tranquilisé les requérants qui ont respecté les prescrits de la loi : «Que les personnes qui se font enrôler de façon honnête se tranquillisent, seul les cas illicites seront écartés. En revanche, nous n'allons retenir que les personnes légitimes qui ont répondu aux exigences de la loi ».

En rappel, l'opération du toilettage du Fichier électoral a été programmée dans le calendrier électoral dans l'intervalle du 15 avril au 14 mai 2023.

Avec CELCOM/CENI

Révisitation du contrat chinois : Tshisekedi responsabilise son cabinet et zappe le Gouvernement

C'est dans les installations de l'Inspection générale des finances (IGF) que l'Etat congolais a entamé, mercredi à Kinshasa, la renégociation de la convention de collaboration signée en 2008 entre la République Démocratique du Congo et un groupement d'entreprises chinoises, communément appelée contrat chinois. L'option avait été levée, vendredi dernier, en Conseil des ministres après le rapport de l'IGF. Si la RDC n'a aucune intention de faire table rase de ce contrat, Kinshasa est néanmoins déterminé à corriger les graves déséquilibres répertoriés par l'IGF. Pour la révisitation de ce contrat chinois, le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, a préféré confier la mission à son cabinet, zappant superbement le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge. Néanmoins, les discussions, pilotées par Guylain Nyembo, directeur de cabinet du Président de la République, a fait appel à quelques membres du Gouvernement, dont le ministre d'Etat en charge de la Justice et celui des ITP (Infrastructures et Travaux publics).

TIGHANA M.

C'est parti avec la révisitation du contrat chinois, cette convention de collaboration signée sous le régime Kabila en 2008 entre l'Etat congolais et un Groupement d'entreprises chinoises.

Répondant à l'appel de l'IGF (Inspection générale des finances), le Président de la République, Félix Tshisekedi, avait exprimé, vendredi dernier en Conseil des ministres, le désir de revisiter ce contrat pour en corriger les imperfections.

Si, par principe, l'on s'attendait à ce que le Gouvernement pilote ce processus de révisitation, le Chef de l'Etat a préféré confier son pilotage à son cabinet. C'est donc

Guylain Nyembo, son directeur de cabinet, qui se charge, depuis mercredi, de présider la Commission qui siège à cet effet, à laquelle a été associé Jules Alingete, patron de l'IGF. Ça ne sera donc pas le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, qui va discuter avec la partie chinoise, encore moins l'un de ses ministres, mais plutôt Guylain Nyembo.

Qu'est-ce qui explique ce choix ? Difficile à expliquer. On sait néanmoins que, dans son pouvoir discrétionnaire, le Président de la République a levé l'option de confier cette mission à son cabinet, sous la direction de Guylain Nyembo.

Depuis mercredi, la Commission siège dans les installations de l'IGF, là où sont parties toutes les révélations qui justifient la



Aidé par Jules Alingete (à droite), c'est Guylain Nyembo (à gauche) qui pilote la Commission de révisitation du contrat chinois

révisitation de ce contrat, quinze ans après sa signature.

Au premier jour des discussions, la parole a été accordée à Jules Alingete pour présenter les grandes lignes de son rapport.

«*Nous avons présenté le dysfonctionnement et le déséquilibre que le Gouvernement devrait examiner éventuellement pour entamer, sous la houlette du Président de la République, Félix Tshisekedi, des négociations avec la partie chinoise pour arriver à obtenir le rééquilibrage souhaité par l'autorité*», a indiqué, au terme de sa présentation, Jules Alingete Key.

De prime abord, la partie congolaise a tenu à dissiper certains malentendus. A Kinshasa, dit-on, l'idée n'est pas de faire table rase

sur tout ce qui a été conclu en 2008. Il s'agit de «*rééquilibrer*» ce contrat pour que la RDC en tire aussi sa part, suivant le principe mines contre infrastructures.

Faisant suite aux conclusions de la mission d'évaluation de l'IGF sur l'exécution de la Convention de collaboration, signée le 22 avril 2008 entre la République Démocratique du Congo et le Groupement d'entreprises chinoises constitué par China Railways Corporation et SINOHYDRO, le Président de la République avait rappelé, vendredi dernier en Conseil des ministres, de «*celles-ci font état, entre autres, de cas de non-respect des dispositions des contrats, de l'inexécution des engagements contractuels et de subjectivité de certains actes po-*

sés par les parties».

Il avait souligné «*le caractère inquiétant de cette situation déplorable tant, d'une part, pour le développement du secteur minier qui constitue à ce jour, la locomotive qui tire la croissance économique de notre pays, du fait de la diversité des minerais exploités qui répondent à une forte demande mondiale, mais dont les valorisations commerciales lors des exportations n'intègrent pas une grande valeur ajoutée; et d'autre part, par la lenteur du dynamisme que devrait normalement connaître le programme de construction des infrastructures dont notre pays a grandement besoin pour l'éclosion de son potentiel tant humain qu'économique*».

Face à cet état de choses, le Président de la République avait alors évoqué «*l'impérieuse nécessité d'une révisitation de cette convention dans le sens d'un rééquilibrage des avantages visant à garantir les intérêts de la République Démocratique du Congo dans l'exploitation de la SICOMINES S.A.*», confiant à son cabinet de «*réunir toutes les parties prenantes afin de préparer les discussions avec les partenaires chinois lors des travaux de la Commission mixte qui auront lieu très prochainement*».

Conjoncture interne : le CCE note «une stabilité relative» du franc congolais sur le marché des changes

ECONEWS

Réunis mercredi autour du Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, les membres du Comité de conjoncture économique (CCE) ont fait part d'une accalmie relative de principaux indicateurs conjoncturels, se félicitant aussi d'une nette amélioration dans les exportations de l'or issu de l'exploitation artisanale depuis la mise en activité de Primera Gold

En interne, Aimé Boji Sangara, ministre d'Etat en charge du Budget, a indiqué à la presse que deux événements ont marqué la situation économique au niveau national.

«*Le premier événement, c'était la présentation du rapport des performances 2022 et des perspectives 2023 pour les régions financières par le ministère des Finances nationales. Ce rapport indique que l'économie de la République Démocratique du Congo a réalisé une croissance de 8,5% en 2022. Ce qui place la RDC parmi les meilleurs pays performants en Afrique. Le rapport indique éga-*

lement que la pression fiscale a augmenté de 8% en 2020, à 15% en 2022 ce qui continue à être inférieur au niveau de 20% qui constituent la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne. On doit continuer à fournir des efforts dans la mobilisation des recettes. C'est la raison pour laquelle, au cours de cette cérémonie de présentation de ce rapport, le ministre des Finances a signé avec les trois régions financières principales, les contrats de performance en vue d'atteindre ou mieux de dépasser les assignations budgétaires pour ces trois régions. Le rapport indique également que la République Démocratique du Congo continue à demeurer l'un des pays les moins endettés avec un taux de 17% des dettes par rapport aux produits intérieurs bruts. En deuxième lieu, il faut noter l'inauguration par le ministre des PNTIIC du tronçon de la fibre optique, reliant Kinshasa à la ville de Muanda. Ce tronçon long de 690 km, et sera géré et commercialisé par la société Fast Congo», a-t-il déclaré

Quant aux principaux in-

dicateurs conjoncturels, le CCE a noté un certain réconfort, après la surchauffe de ces derniers jours.

«*Nous avons évalué en troisième lieu les principaux indicateurs économiques. Dans le secteur réel, on a noté l'accélération de la formation des prix intérieurs avec un taux d'inflation établi à 5,1% en cumul annuel et à 17% en glissement annuel, et à 9,7% projeté à fin exercice tel que retenu par la mission préparatoire de la 4^{ème} revue du Programme économique du Gouvernement, soutenu par le Fonds monétaire international. En ce qui concerne les principaux indicateurs économiques, le taux de change a accusé, à l'indicatif, une stabilité relative avec le franc congolais qui s'est échangé, au 17 mars, à un taux de 2031,99 contre 1 dollar américain. Au marché parallèle, on a noté une légère dépréciation à hauteur 0,35% avec un taux de change de 2.313,1 franc congolais contre 1 dollar américain. Enfin, pour*

ce qui est des réserves internationales, on a observé une légère baisse de 1,49%, ces réserves se situent, au 16 mars, à 4,223 milliards de dollars américains», a souligné le ministre d'Etat en charge du Budget.

Dans le chapitre minier, le Comité de conjoncture économique s'est dit satisfait de bonnes retombées de l'entrée en activité de la société Primera Gold qui a occasionné une nette amélioration de l'exportation de l'or issu du secteur artisanal, soit 77% de l'or artisanal. «*Donc l'exportation de l'or du secteur artisanal en RDC est en train d'augmenter*», a fait remarquer Aimé Boji Sangara.

Faisant le point de la conjoncture économique mondiale, le CCE s'est longuement attardé sur le dernier rapport de l'OCDE (Organisation de coopération pour le développement économique), daté du 17 mars 2023. «*Ce rapport signale que les conséquences de la guerre en Ukraine ont continué à impacter sur l'économie mondiale, notamment sur*

la croissance économique mais aussi sur la formation des prix dans le secteur de l'énergie et des produits céréaliers. Ce rapport indique que le taux de croissance mondiale va s'établir à 2,6% pour l'exercice 2023 à la suite des progrès réalisés en 2022 avec un taux de 3,2% mais également le rapport indique que pour l'exercice 2024, il y aura une légère accélération de l'activité économique mondiale avec un taux prévu de 2,9%. Toujours au niveau international, on note que les principaux produits miniers ont baissé, sauf pour le cobalt, l'or et l'argent. Le prix du pétrole également a baissé alors que les prix des produits céréaliers ont augmenté à l'exception du prix du maïs», a indiqué Aimé Boji Sangara.

Outre les membres habituels du CCE, Mme la gouverneure de la Banque Centrale du Congo a été également associée à cette réunion hebdomadaire qui fait le point de la conjoncture.

Coordonnateur national de la WIM.DRC, TFM a pris part à Lubumbashi au festival Thamani, en collaboration avec la GIZ

Présidente nationale de la section congolaise de la Woman in Mining (WIM.DRC), Me Dorothee Masele, directrice des Relations communautaires de Tenke Fungurume Mining (TFM), a reçu le soutien de son entreprise au festival Thamani, organisé, les 2 et 3 mars 2023 à Lubumbashi, en collaboration avec la GIZ (Agence allemande de la coopération internationale).

Pendant deux jours, les 2 au 3 mars 2023, la section congolaise de l'association Women In Mining (WIM.DRC), regroupant les femmes œuvrant dans le secteur minier, a organisé à Lubumbashi, chef-lieu de la province du Haut-Katanga, le festival Thamani. Le festival était l'occasion de reconnaître l'apport de certaines organisations dans la promotion du leadership féminin. Tenke Fungurume Mining (TFM) a dépêché à ce festival une délégation de femmes travailleuses, une façon de marquer son soutien à la présidente nationale de la WIM.DRC, Dorothee Masele, directrice des Relations communautaires à TFM.

Des exposés ont rythmé ce festival, devant une forte audience féminine, plus 100 personnes, et des sympathisants masculins, désormais appelés «Hommes Générés». Des délégations venues de divers lieux, à travers le monde, ont pris part au festival, notamment la présidente de WIM.Niger, représentant aussi l'Association africaine des femmes dans le secteur des mines (AWIMA) et présidente de WIMOWA (WIM of West Africa), les Femmes des Mines de l'Afrique de l'Ouest, des délégations des Etats-Unis et de plusieurs provinces de la RDC, telles que le Kasai, le Lualaba, Kinshasa et le Sud Kivu.

La présidente du Conseil d'administration de KCC et présidente du groupe Glencore/RDC, Mme Marie-Chantal Kanyinda, a marqué de cette présence le festival Thamani. La présence et la contribution de certaines personnalités a également été remarquée tout le long du festival, donnant un cachet spécial à l'évènement. C'est notamment celle de Mme Florence Kamfwa, épouse du vice-gouverneur de la province du Haut-Katanga, et celle de M. Lumu Shabani, directeur de cabinet de la ministre en charge des Affaires humanitaires et du Genre de la province du Lualaba.

LES DEUX JOURS D'EXPOSÉS

La première journée du festival a été consacrée aux exposés portant sur l'examen des conditions de la femme dans le secteur minier. C'était

l'occasion d'exposer les avancées vécues, couplés aux témoignages des femmes décrivant leur accomplissement personnel dans un milieu dominé par les hommes.

Circonscrivant le cadre du festival, la présidente de WIM note qu'« il s'agit du premier festival des femmes du secteur minier. Nous célébrons le leadership des femmes dans le secteur des mines de la RDC. WIM a quatre composantes : les femmes dans l'industrie minière, les femmes dans les coopératives minières, la Société civile, l'administration des mines », soulignant que ce festival voudrait que les femmes des mines « se mettent en réseaux, échangent et découvrent » les différentes initiatives mises en place par d'autres.

C'est dans ce contexte que TFM a présenté quelques-unes des réalisations qu'il a accomplies en faveur de la jeune fille en particulier, et de la femme, en général.



« Plus de 800 femmes ont bénéficié d'une formation en alphabétisation, épargne et création d'activités génératrices de revenus », a révélé Vivianne Mwidia de TFM, poursuivant qu'« au bout d'une formation brevetée de deux ans, elles ont appris les techniques d'épargne et ont créé des activités génératrices de revenus ». Elle a aussi évoqué l'intervention de TFM dans différents domaines, essentiellement en éducation avec une vingtaine de boursiers universitaires déjà oc-



troyées aux étudiantes issues des écoles de la concession de TFM. Sans compter des actions de grande envergure dans les domaines de la santé et l'agriculture.

Le deuxième jour a été consacré à l'élaboration de la charte WIM. Celle-ci va constituer la base de l'octroi d'un label de conformité à toute organisation respectueuse des principes d'égalité de genres. Les femmes se sont réparties en quatre groupes de travail, selon les quatre com-

posantes de WIM, à savoir la Société civile, l'administration des mines, le secteur minier et les coopératives. Chaque composante est bâtie sur une charte en cinq règles d'or qui vont constituer le standard de conformité.

« Nous avions voulu que chaque composante de WIM puisse définir points, qui seront comme nos indicateurs pour nous montrer qu'une

organisation fait réellement la promotion du leadership féminin. Et nous avons eu cinq règles d'or pour les entreprises, cinq pour les coopératives minières, cinq pour la Société civile, et cinq pour l'administration publique », a dit Dorothee Masele, présidente nationale de WIM.DRC.

La présidente de la WIM.DRC a rappelé que WIM plaide pour une forte représentativité des femmes dans les sphères de décision par la mise en place d'un

sceau spécial ce festival. Un espace a été aussi aménagé présentant des objets d'art taillés à partir des pierres minérales extraites des mines de la région. Une belle manière de valoriser la diversité de l'activité minière dans la région.

A part TFM, plusieurs autres entreprises minières ont été présentes à ce festival, dont KISANFU MINING, KCC, MUMI, SOMIKA, GECAMINES et RUASHI MINING. Des ONG et des institutions publiques y ont été

également associées, notamment l'Agence congolaise de l'environnement, la Direction provinciale de l'environnement minier et bien d'autres.

Le festival Thamani s'est clôturé par la remise de brevets de mérite aux femmes qui se sont distinguées dans la promotion du leadership féminin dans ses différentes facettes. Huit (8) organisations ont reçu les trophées du leadership féminin pour avoir participé au concours organisé, à cet effet.

SÉANCE DE TRAVAIL POUR ÉLABORER LA CHARTE WIM

« Nous avions voulu que chaque composante de WIM puisse définir points, qui seront comme nos indicateurs pour nous montrer qu'une

Avec Dircom TFM

Commentant le projet d'une centrale solaire à Mbandaka

Bavon N'Sa Mputu Elima : « Les provinces forestières ont des avantages pour développer les projets REDD »

La province de l'Equateur a signé, mardi dernier, un partenariat avec l'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA) en vue du financement de l'érection d'une centrale solaire à Mbandaka, par la firme américaine «AEG International». Le coût des études de faisabilité est de 1.420.000 dollars américains. Cette centrale solaire aura une capacité d'au moins 35 mégawatts, pour un coût global de 37 millions USD et va alimenter en courant électrique les ménages, les entreprises et les infrastructures dont dépendent deux millions d'habitants de Mbandaka. Bavon N'Sa Mputu Elima, secrétaire exécutif du Fonds National REDD+ (Le FONAREDD), salue ce projet qui va dans le sens d'élargir le mix énergétique en explorant d'autres sources d'électricité au-delà de l'hydroélectrique. Il est d'avis qu'à l'instar de l'Equateur, « les provinces forestières ont des avantages pour développer les projets REDD ». Interview avec l'ACP.

Quelle lecture faire de ce partenariat Province de l'Equateur-USTDA pour l'érection d'une centrale solaire à Mbandaka ?

Nous saluons vivement ce partenariat qui s'inscrit dans le cadre du Plan national stratégique du développement, qui s'insère dans le Plan stratégique REDD national. Comme vous le savez, le FONAREDD intervient dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'investissement REDD, et tout projet qui concourt au renforcement du mix énergétique (qui correspond à la répartition des différentes énergies primaires que sont les hydrocarbures, le nucléaire, le solaire, le charbon, l'éolien, etc., dans la production d'énergies directement utilisables telles que l'électricité ou la cha-

leur). C'est-à-dire que nous qui avons les potentialités pour développer l'hydroélectricité, nous avons également des avantages comparatifs pour développer l'énergie solaire, l'énergie éolienne et la géothermie. Donc un tel partenariat concourt à renforcer ce mix énergétique et intervient in fine dans le cadre de la défense de notre pays, pour développer demain les financements innovants, les financements émergents, communément appelés «crédits carbone».

Parce qu'un tel projet, s'il est répertorié comme contribuant à la réduction de l'émission des gaz à effet de serre, aura inévitablement à générer des crédits qui peuvent être vendus sur le marché international auprès de ceux-là qui polluent, qui émettent ces gaz.



Bavon N'Sa Mputu Elima, secrétaire exécutif du Fonaredd

Et Mbandaka, comme ville pilote pour ce genre de projet en République démocratique du Congo, peut-on trouver en cela une signification particulière ?

Depuis toujours Mbandaka est un carrefour, une agglomération urbaine en pleine forêt équatoriale. Comme dit précédemment, les provinces forestières ont des avantages pour développer les projets REDD. Un tel partenariat intervient justement dans le cadre de ce projet REDD que nous développons sous plusieurs aspects. Au-delà des

forêts de conservation, au-delà de la régénérescence des forêts, des investissements allant vers des énergies renouvelables interviennent également dans la régénérescence des crédits carbone.

Que pensez-vous de la revendication du gouverneur de la province de l'Equateur de voir son entité vivre des efforts qu'elle consent dans la lutte contre le changement climatique avec ses forêts ?

Naturellement, l'ambition de chaque gouvernant est

d'aller vers l'amélioration des conditions de vie de ses populations. La lutte contre le changement climatique est multisectorielle, faisant intervenir beaucoup d'aspect à la fois, et ce genre d'investissement amène l'électricité qui est un vecteur de développement. Et une électricité dite propre, qui ne génère pas de gaz à effet de serre, contribue justement à cet effort national dans la partition nationale, à l'instar des autres pays, dans le cadre de l'effort mondial de lutte contre le changement climatique.

AVEC ACP

Santé : Jean-Pierre Lihau désamorce la bombe par un accord avec le banc syndical

FRANCIS N.

Au terme d'après négociations, soit du 18 au 22 mars 2023 ; le Gouvernement, représenté par le vice-Premier ministre chargé de la Fonction publique, Jean-Pierre Lihau, est parvenu à un accord avec le banc syndical du secteur public de la santé. Un protocole d'accord, censé ramener la paix sociale dans le secteur, a été signé, mercredi à Bibwa (périphérie Est de la ville de Kinshasa), entre le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) et le banc syndical de la santé. Objectif : désamorcer la menace de grève généralisée qui couvait dans le secteur public de la santé.

« Nous avons recherché un compromis pragmatique et républicain pour pouvoir sortir notre pays des turbulences, des menaces, des grèves (...) Cet accord permet aujourd'hui d'offrir à notre pays la possibilité d'avoir



Heureux comme le VPM Jean-Pierre Lihau qui est parvenu à convaincre le banc syndical du secteur de la santé publique

la paix sociale dans le secteur de la santé », a déclaré le VPM Lihau, cité par l'ACP. « Je salue votre esprit républicain. La volonté de votre gouvernement est celle d'agir pour essayer de briser le mur de l'inertie qui s'était érigé entre nous depuis des an-

nées. Ce mur qui a empêché à ce secteur de marcher vers le progrès », a-t-il dit.

Il a, par ailleurs, exprimé la nécessité de la mise en place d'une commission d'évaluation et de suivi des engagements de ces travaux

afin de permettre d'agir pour l'atteinte des objectifs fixés.

Pour dissiper tout malentendu, le VPM Lihau a tenu à rassurer : « Le Gouvernement comprend vos problèmes et va travailler de manière volontariste pour essayer de les rencontrer, de les résoudre. Ensemble, nous allons avancer vers le progrès ».

De son côté, le secrétaire général du Syndicat national des médecins (SYNAMED), John Senga, se sent soulagé : « Nous avons travaillé durement pour converger jusqu'à la signature de ce document avec le gouvernement qui est notre employeur et notre partenaire. Nous avons trouvé un compromis pour lequel nous voudrions être tous responsables afin de respecter les engagements que nous venons de prendre ». Il attend dès lors toutes les parties, spécialement le Gouvernement, respecter ses engagements.

« Il y a des engagements qui concernent les médecins et

nous sommes obligés de les honorer. Mais il y a aussi des engagements pris par le Gouvernement qu'il est dans l'obligation de respecter. Même si nous avons accepté que cela soit fait de manière progressive, nous allons suivre cet accord afin que cela soit appliqué et que les médecins qui sont les principaux bénéficiaires puissent être satisfaits », soutient-il.

Il y a lieu de rappeler que les négociations entre le Gouvernement et le banc syndical du secteur de la santé ont essentiellement porté sur les avantages sociaux des médecins, des infirmiers et d'autres professionnels de santé œuvrant dans le secteur public. Le dossier relatif au transport, au logement ainsi qu'aux questions liées aux taux et barèmes salariaux et à l'alignement à la prime de risque professionnel pour les autres agents du secteur de la santé ont été également pris en compte dans ces pourparlers directs.

La République Démocratique du Congo envisage-t-elle un pivot vers la Russie ?

Ce billet de blog est l'adaptation en français d'un article du professeur de l'Université d'Anvers (Belgique) Kristof Titeca, publié par le Lawfare blog.

En août 2022, le ministre de la Défense de la République Démocratique du Congo (RDC), Gilbert Kabanda Kurhenga, s'est rendu à Moscou pour participer à la 10^e Conférence sur la sécurité internationale. En marge de la conférence, il a rencontré plusieurs de ses homologues russes, dont le vice-ministre de la défense, Alexander Fomin. Au cours de sa visite, Kabanda a déclaré que « [l]a Fédération de Russie, en tant que bonne amie, s'est toujours abstenue de nous faire chanter, de nous blâmer ou d'imposer des sanctions subjectives ». Selon les rapports, il est même « allé jusqu'à exprimer un fort désir » pour un « soutien multiforme » de Moscou contre les groupes armés présents dans l'est de la RDC ».

Du côté russe, le chef du Service fédéral russe pour la coopération militaro-technique, Anatoly Panchuk, a rassuré « le ministre Gilbert Kabanda de la disponibilité de son pays à équiper les FARDC [Forces armées de la République démocratique du Congo] et à former des officiers congolais ». Cela ne semblait pas exagéré : la Russie a livré un important lot d'armes à la RDC en février 2021. Des documents ayant fait l'objet d'une fuite ont montré que ce lot comprenait 10.000 fusils Kalachnikov et environ 3 millions de cartouches de munitions. Ce qui est particulièrement frappant dans cette livraison, c'est qu'il s'agit d'un cadeau, payé par le gouvernement russe. Mais la situation est plus complexe que ne le laissent supposer les réunions de Kabanda. Peu après, le président de la RDC, Félix Tshisekedi, a en privé désavoué certains des commentaires de son ministre de la défense auprès de diplomates, affirmant qu'il avait « dérapé » à Moscou et qu'il parlait d'un point de vue personnel, et non d'un point de vue gouvernemental. Ce faisant, Tshisekedi essayait de s'assurer qu'il ne contrariait pas l'Europe et les États-Unis, qui sont des partenaires importants pour son gouvernement.

Une lutte d'influence est en cours en RDC. Bien que le président ait garanti aux diplomates occidentaux que le soutien de Moscou n'était pas à l'ordre du jour – ce qu'il a répété plus tard dans un entretien avec le Financial Times – des pressions s'exercent au sein de son administration pour qu'il se tourne vers la Russie. Cette tension est apparue clairement dans

une série de plus de 30 entretiens que j'ai menés avec diverses personnes : des décideurs congolais spécialisés dans la sécurité et la politique étrangère, des diplomates internationaux, des journalistes, des analystes et des acteurs de la société civile. La plupart des entretiens ont eu lieu à Kinshasa en octobre 2022, tandis que d'autres ont été réalisés à distance.

Bien que la Russie joue un rôle actif dans cette quête d'influence en offrant des incitations, telles que ces livraisons d'armes, les sentiments anti-occidentaux en RDC sont au moins aussi importants. Cette hostilité a été amplifiée par la rébellion du M23 et les perceptions de complicité occidentale dans cette crise. Il en résulte des pressions au sein de l'administration congolaise, en particulier de la part des forces de sécurité, pour « passer à la Russie », ainsi que des efforts occidentaux pour contrer cette influence.

L'INFLUENCE CROISSANTE DE LA RUSSIE AU CONGO

Au cours des dernières années, la Russie a été particulièrement active pour tenter d'étendre son influence dans certaines parties de l'Afrique – une politique qui a été documentée en République centrafricaine, au Mali, au Burkina Faso et au Soudan. Dans ces pays, Moscou a étendu son influence politique, sécuritaire et économique. Les partenariats de sécurité du groupe Wagner sont les manifestations les plus visibles de cette politique, mais la Russie a également investi dans les secteurs minier et énergétique des pays africains. Avec ses minerais et son conflit en cours, la RDC répond aux critères des intérêts de la Russie – un fait confirmé par des fuites de documents russes datant de 2018 et 2019.

Et, de fait, il y a eu une augmentation de l'activité russe en RDC au cours des dernières années. En juin 2018, la RDC et la Russie ont ratifié un accord de coopération militaire et technique qui était resté en sommeil pendant 19 ans. L'accord a été initialement signé par Laurent Kabila en 1999, mais a été mis de côté jusqu'à ce que le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhail Bogdanov, se rende à Kinshasa près de deux décennies plus tard. L'accord couvre une série de questions, notamment des dispositions relatives aux livraisons d'armes, aux mis-

sions de conseil et à la formation de spécialistes militaires dans les écoles russes. Depuis 2018, la Russie a explicitement exprimé son désir de développer davantage cette coopération militaire; elle est particulièrement intéressée par l'assistance aux efforts de la RDC pour combattre les groupes armés dans l'est et attend une demande formelle de Kinshasa. La livraison d'armes en 2021 a été considérée comme un moyen de consolider l'accord, en répliquant une tactique que la Russie avait déjà utilisée avec la République centrafricaine, à laquelle elle avait remis un important lot d'armes au début de l'année 2018. Ce don avait marqué le début (non annoncé) des opérations de Wagner en République centrafricaine : la livraison d'armes était accompagnée de 175 instructeurs militaires du groupe Wagner.

En outre, la demande d'armes est forte à Kinshasa. Le gouvernement Tshisekedi a récemment approuvé un ambitieux plan de dépenses militaires, d'une valeur de 3,5 milliards de dollars entre 2022 et 2025. Le gouvernement de la RDC cherche à acheter des armes et discute avec un large éventail de fournisseurs. Les responsables congolais de la sécurité m'ont dit que la Russie était considérée comme un partenaire particulièrement intéressant. L'armée congolaise étant équipée d'armes de fabrication russe post-soviétique, la Russie est considérée comme un quichet unique permettant d'acheter des armes compatibles à moindre coût et en plus grande quantité. En outre, la Russie est considérée comme un partenaire avec lequel il est plus facile de travailler. Pour reprendre les termes d'un ancien responsable de la sécurité que j'ai interrogé, « [la Russie] ne fixerait pas tous ces obstacles imposés par l'Occident ».

Un autre événement important a été l'arrivée en 2021 du diplomate russe Viktor Tokmakov à Kinshasa en tant que commandant en second de l'ambassade. Tokmakov était auparavant basé en République centrafricaine, où il était largement considéré comme l'un des architectes des activités du groupe Wagner dans le pays. Son arrivée et son engagement auprès de personnalités de l'establishment politique et militaire congolais ont été considérés comme un prélude à l'arrivée des forces de Wagner.

Tout au long de cette période, les contacts russes se sont poursuivis : une délégation de membres du parlement russe

s'est rendue au parlement congolais pour discuter des « questions de sécurité » en décembre 2022, et il y a eu une série de réunions de haut niveau entre l'ambassadeur russe et le gouvernement congolais, y compris des réunions séparées avec le président et la première dame de la RDC. L'application de covoiturage Yango, propriété du géant russe des technologies de l'information Yandex, a étendu ses opérations africaines à Kinshasa en août 2022.

Malgré les efforts considérables déployés par la Russie, ces contacts ne se sont pas traduits par grand-chose : seulement des rapports (non confirmés) sur des commandes d'hélicoptères militaires en provenance de Moscou et des rumeurs (probablement fausses) sur l'arrivée du groupe Wagner.

LA CRISE DU M23 ET LE SENTIMENT ANTI-OCIDENTAL

Les efforts d'influence de la Russie sont moins importants que le fort sentiment anti-occidental de nombreux habitants de la RDC. En mars 2022, la rébellion du M23 a lancé une nouvelle offensive dans la province du Nord-Kivu, dans l'est du Congo. Le regain d'activité du groupe rebelle, qui était resté en sommeil pendant une dizaine d'années, a provoqué une crise humanitaire majeure, avec plus de 450.000 personnes déplacées et de nombreux morts. Malgré les preuves de plus en plus nombreuses du soutien du Rwanda au groupe rebelle, la communauté internationale a tardé à condamner Kigali, de nombreux pays choisissant de ne pas indexer publiquement le pays. Les Congolais ont eu l'impression que très peu de mesures avaient été prises pour soutenir leur souveraineté – un point qui est encore plus frappant si on le compare à l'invasion de l'Ukraine, qui a commencé peu de temps après. Comme l'a dit un commandant de l'armée avec lequel je me suis entretenu, « nous avons [...] condamné l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Nos problèmes sont les mêmes, nous avons également été envahis par un pays voisin, le Rwanda. Mais l'Occident n'a jamais reconnu l'agression de la RDC ».

Le régime de notification de l'ONU pour la RDC, qui oblige à signaler au comité des sanctions de l'ONU toutes les exportations d'armes vers le gouvernement congolais, s'est avéré être une question litigieuse. Cette obligation a été établie par

une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies de 2008, qui a mis fin à l'embargo sur les armes pour l'État congolais, mais l'a maintenu pour les groupes armés. Une nouvelle résolution de l'ONU, adoptée en juin 2022, a encore affaibli les exigences en matière de notification et qui s'appliquait plus qu'à un groupe plus restreint d'armes légères et de formations militaires fournies par des tiers.

Bien que réduites, les exigences en matière de notification ont suscité la frustration des responsables congolais, dont beaucoup estiment qu'elles ont empêché le gouvernement congolais d'acheter les armes nécessaires pour vaincre les rebelles du M23. Beaucoup considèrent qu'il s'agit d'un « embargo, mais formulé différemment ». Comme l'a dit un commandant de l'armée que j'ai interrogé : « Ils nous imposent cet embargo de manière intelligente : Ils nous disent que pour obtenir des armes, il faut les enregistrer. Mais ce n'est pas acceptable pour un pays souverain. Comment un pays qui combat des groupes armés, qui lutte contre des terroristes peut-il faire cela ? Pourquoi avons-nous besoin de toutes ces autorisations ? [...] Nous les Congolais, nous trouvons cela injuste. Il s'agit simplement d'un embargo sur les armes dont ils ont changé le nom ».

Cette perception résulte en partie d'une incompréhension généralisée du régime de notification, mais aussi d'une instrumentalisation politique. Les analystes s'accordent à dire qu'il faut avant tout une réforme structurelle de l'armée congolaise pour remédier à ses faiblesses : l'achat d'armes supplémentaires ne résoudra pas ses problèmes. Le fait d'accuser le régime de notification a permis à l'armée d'externaliser la responsabilité et d'attirer l'attention sur l'accès aux ventes d'armes, en rejetant la faute sur l'Occident. Malgré ce degré d'instrumentalisation, les craintes exprimées quant à l'atteinte à la souveraineté de la RDC par le régime de notification sont largement partagées. Les conditions posées par l'ONU ont pu être dans un sentiment de fierté nationale et sont considérées comme une humiliation et un moyen pour l'Occident d'exercer un contrôle continu sur la RDC. Cette perception a une longue histoire dans le pays : l'« Occident » est compris comme incluant non seulement les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, mais aussi les Nations Unies et sa force de maintien de la paix en RDC, la Monusco.

(Suite à la page 9)

La République Démocratique du Congo envisage-t-elle un pivot vers la Russie ?

(Suite de la page 8)

De nombreux Congolais estiment que ces acteurs imposent à la RDC toute une série de conditions qui n'aident pas les Congolais et qui, au contraire, étouffent encore plus le développement du pays et la capacité de l'armée à sécuriser le pays. Le régime de notification de l'ONU n'en est que la dernière manifestation.

Parmi les responsables de l'armée congolaise, la politique de conditionnalité de la Monusco (qui impliquait un contrôle du passé des officiers en matière de respect des droits humains avant que l'armée puisse recevoir le soutien et impliquait que la mission tienne une « liste noire » non divulguée) a également jeté de l'huile sur le feu, tout comme les sanctions de l'UE et des États-Unis à l'encontre des officiers supérieurs de l'armée.

De nombreux responsables ont le sentiment que tout cela serait beaucoup plus facile avec la Russie, qui n'exige pas le respect des droits humains et des conditions de vente d'armes. Un commandant de l'armée m'a résumé ce point de la manière suivante : « La perception que nous avons ici en RDC est que nous recevons des menaces de l'Occident : nous avons reçu des sanctions qui sont injustes. Nous sommes menacés. Nous avons des problèmes pour obtenir des armes – ils nous imposent des embargos. [...] Quand il y a des élections ou d'autres questions, ils voient toujours des problèmes ». La Russie s'est efforcée d'amplifier le message selon lequel l'Occident et les Nations unies ont tenté de maintenir la RDC sous leur contrôle. Elle s'est également opposée, au moins sur le plan rhétorique, au régime de notification, le qualifiant d'« embargo sur les armes » sur les médias sociaux. Cependant, bien que la Russie aurait pu voter contre le régime de notification au Conseil de sécurité de l'ONU, elle ne l'a pas fait, choisissant plutôt de s'abstenir.

Ces sentiments anti-occidentaux ont été amplifiés par d'autres actions récentes des Nations Unies et de l'Union européenne. Tout d'abord, tout cela s'est produit dans un contexte de fortes frustrations à l'égard de la Monusco, que la plupart des Congolais considèrent comme largement inefficace, et a donné lieu à de violentes manifestations contre les Nations unies. Ces sentiments ont été alimentés par une déclaration du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, qui a affirmé lors d'une interview télévisée avec des médias français que les soldats de la paix de l'ONU sont « in-

capables de vaincre le M23 ».

« La vérité, a-t-il déclaré à France 24, est que le M23 est aujourd'hui une armée moderne, avec des équipements lourds plus avancés que ceux de la Monusco ». De plus, l'Union européenne, par le biais de sa Facilité européenne de paix, a annoncé qu'elle donnerait 20 millions d'euros aux Forces de défense rwandaises pour leur déploiement au Mozambique. La perspective d'une aide de l'Europe au Rwanda, alors même que les preuves que le gouvernement rwandais aide la rébellion du M23 s'accumulent, a particulièrement contrarié le gouvernement congolais et l'opinion publique congolaise dans son ensemble.

D'ANTI-OCCIDENTAL À PRO-RUSSE

Ces événements ont enflammé les sentiments anti-occidentaux en RDC – en particulier contre les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, que le grand public accuse non seulement d'inaction à l'égard du M23 et du Rwanda, mais aussi de soutien actif à la rébellion et à ses bailleurs de fonds étrangers.

Dans le contexte géopolitique actuel, ces tensions se sont traduites par des attitudes pro-russes. Après la déclaration de M. Guterres, un haut responsable de la sécurité m'a dit qu'elle avait suscité de la frustration parmi les responsables sécuritaires et une volonté de se tourner vers un nouveau partenaire. « Si c'est ce que vous dites, que faites-vous ici ? » a-t-il dit. « Prenez vos bagages et partez, nous trouverons un autre moyen de résoudre la question du M23. Pourquoi devrions-nous être aidés par des gens qui ont dit qu'ils n'étaient pas capables de nous aider ? C'est ainsi que nous nous orientons vers la Russie. Ce que Wagner a fait en [République centrafricaine], ils peuvent aussi le faire ici en RDC ».

La Russie est devenue à la fois un moyen de protester contre l'Occident et un instrument de pression. Plusieurs sources diplomatiques ont relaté un incident au cours duquel le président Tshisekedi, rencontrant des diplomates de l'UE après la diffusion de la nouvelle concernant l'assistance aux forces de défense rwandaises, leur a demandé, incrédule : « Vous ne comprenez pas que vous nous poussez ainsi vers la Russie ? ». En d'autres termes, les choix politiques contestés des pays occidentaux ou de l'ONU ont conduit à la menace de s'adresser à la Russie.

De même, certains interlocuteurs congolais m'ont dit que

le régime de Tshisekedi avait brandi la « menace russe » pour obtenir plus d'armes de l'Occident afin de combattre le M23, mais que cette démarche n'avait pas abouti. Dans l'ensemble, cependant, le paysage géopolitique est en mutation, et l'exercice par le gouvernement congolais de l'« option Russie » concerne au moins autant la manière dont elle peut être utilisée dans les relations avec l'Occident que sa politique russe proprement dite. Cette dynamique était également évidente lors de la ratification en 2018 de l'accord militaire russe en suspens depuis longtemps ; cette décision a été prise à la toute fin du régime de Kabila et, tout en renforçant les liens avec Moscou, elle constituait également une réplique aux critiques occidentales à l'égard du règne prolongé de Kabila.

Ce passage de la rhétorique à la réalité est renforcé par la perception que l'Occident, comme me l'a dit un conseiller congolais en matière de sécurité, « exige beaucoup, mais ne donne pas grand-chose ». Ce sentiment est particulièrement fort en ce qui concerne les États-Unis, qui sont particulièrement importants pour Tshisekedi. Washington a joué un rôle central dans sa nomination à la présidence, et sa relation avec les États-Unis est considérée comme un contrepoint majeur aux liens de l'ancien président Kabila avec la Chine (et une irritation similaire concernant la relation de la RDC avec la Chine est également évidente). Mais plusieurs interlocuteurs congolais ont exprimé leur frustration quant au partenariat soi-disant « spécial » que Tshisekedi entretient avec les États-Unis et qui, semble-t-il, ne s'est pas traduit par beaucoup d'investissements concrets.

Comme me l'a résumé un responsable de l'armée congolaise : « Pourquoi des réunions interminables avec l'Occident, y compris l'ONU ? Pourquoi ne pas faire comme le Mali et [la République centrafricaine] et se tourner vers la Russie ? » Des déclarations de ce type dénotent non seulement des sentiments anti-occidentaux, mais aussi un certain opportunisme. Des fonctionnaires du gouvernement congolais m'ont souvent dit : « Nous avons essayé l'UE, les États-Unis, la Chine. Pourquoi ne pas essayer la Russie ? »

Les gouvernements occidentaux ont tenté de répondre à ce pivot potentiel vers la Russie de plusieurs manières. D'une part, ils ont exprimé publiquement et directement au gouvernement Tshisekedi leurs inquiétudes

quant au rapprochement entre la RDC et la Russie. La question a été soulevée par le Premier ministre belge Alexander De Croo lors d'une réunion bilatérale avec le président Tshisekedi pendant l'Assemblée générale des Nations unies à l'automne dernier. Elle a également été évoquée lors de la visite du secrétaire d'État américain Antony Blinken à Kinshasa en août 2022. Plus généralement, le message a été clairement donné à huis clos par les acteurs occidentaux : ne tournez pas vers la Russie, ou il y aura des conséquences. D'autre part, les gouvernements occidentaux ont également pris des mesures. Par exemple, des entretiens avec des diplomates et des fonctionnaires congolais ont montré que la France était la principale force motrice derrière la décision de lever le régime de notification très impopulaire contre la RDC en décembre 2022. La secrétaire d'État française chargée du Développement était en visite à Kinshasa le jour suivant. Ce faisant, ils espéraient retrouver les faveurs de Kinshasa.

Cela dit, les frustrations à l'égard de l'Occident demeurent, en particulier au sein du secteur de la sécurité congolais. Les responsables de la sécurité considèrent les armes comme un problème central : l'Occident hésite beaucoup à en livrer, préférant fournir des équipements non létaux. Comme me l'a dit un commandant de l'armée, « rien de tout cela n'arriverait avec la Russie – les sanctions, les exigences, les droits humains – rien de tout cela ne serait présent ». Un autre commandant a souligné ce qu'il considérait comme une réussite russe. « Ce qui se passe au Mali, je n'arrive pas à y croire », a-t-il déclaré. « C'est tellement noble et, dans le contexte africain actuel, très inattendu. Ils [les Russes] ont raison de dire que le temps est venu pour les Africains de réclamer leur indépendance. Nous sommes à un tournant ». Il n'est pas surprenant que le ministre de la Défense, qui avait fait des commentaires aussi élogieux sur les relations entre la RDC et la Russie l'été dernier, soit un général de l'armée à la retraite et soit conseillé principalement par des officiers de l'armée.

Les décideurs civils expriment des points de vue plus nuancés, souvent anti-occidentaux, mais pas nécessairement pro-russes. Selon un interlocuteur civil travaillant dans le secteur de la sécurité, la RDC devrait « user de la même détermination que les Ukrainiens pour résister

à nos agresseurs avant de compter sur la Russie, qui ne fera absolument rien. Poutine ne décidera jamais d'attaquer le Rwanda à notre place. Alors arrêtez de rêver et de soutenir un carnaval sans intérêt. La RDC est un géant. Malheureusement, elle est devenue un nain par manque d'estime de soi ».

Dans ce contexte général, le grand public semble généralement avoir des attitudes pro-russes. Ceci a été illustré de manière frappante par un sondage national réalisé en janvier 2023, qui a montré que la Russie a de loin le plus grand soutien parmi une liste de pays étrangers et d'organisations internationales – 61% des Congolais ont exprimé une « bonne » ou « très bonne » opinion du pays. Certains manifestants, dont une délégation de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti du président Tshisekedi, ont brandi des pancartes de soutien à Poutine, lui demandant d'intervenir. À Kinshasa, plusieurs petites manifestations de soutien à la Russie ont eu lieu l'année dernière. Des dizaines de jeunes gens qui manifestaient contre l'arrivée du président français Emmanuel Macron à Kinshasa lors d'une visite au début du mois de mars portaient des pancartes pro-russes.

Cet environnement est un terrain fertile pour la désinformation sur les médias sociaux, en particulier à l'encontre de certains acteurs occidentaux. Une vidéo largement partagée prétendait montrer l'ambassadeur français chassé du parlement congolais, et une autre publication populaire montrait des images d'un avion français stationné dans l'est du Congo censé fournir des armes au M23. Ces deux images étaient erronées et ont été démenties par un certain nombre de publications, mais elles sont révélatrices de l'état d'esprit qui règne dans le pays.

LE « SCÉNARIO LUMBA »

Alors, avec tout ce sentiment pro-russe, pourquoi le gouvernement Tshisekedi n'a-t-il pas développé des relations plus étroites avec la Russie – par exemple, en lui achetant plus d'armes ? Des pressions ont été exercées sur le président pour qu'il agisse de la sorte par divers groupes au sein de son administration. Cependant, les conséquences potentielles à long terme semblent jouer un rôle et constituent une raison importante pour laquelle l'option russe n'est pas poursuivie de manière plus approfondie.

(Suite à la page 10)

Accès à l'eau potable en Afrique : les dirigeants mondiaux proposent trois voies soutenues par un plan d'action

Les dirigeants mondiaux affirment que l'Afrique peut parvenir à un accès universel à une eau potable d'ici à 2030 et proposent trois voies soutenues par un plan d'action afin d'y parvenir. Les trois voies proposées décrivent comment débloquer et développer une réserve sans précédent de projets d'eau pouvant faire l'objet d'investissements, grâce à un meilleur partage des risques.

Un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement durable en Afrique est possible d'ici à 2030 et est à la portée des dirigeants africains. Tel est le message clé du panel international de haut niveau sur les investissements dans le secteur de l'eau en Afrique, qui a publié un rapport historique, Africa's Rising Investment Tide, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars 2023, lors de la Conférence des Nations unies sur l'eau 2023, à New York. Seize chefs d'État et hauts responsables du développement siègent au sein du panel.

Le rapport du groupe d'experts décrit trois voies permettant d'obtenir 30 milliards de dollars US supplémentaires pour assurer la sécurité de l'eau et l'assainissement durable en Afrique d'ici 2030 sur le continent : **Voie 1.** Accroître l'impact des dépenses et des effets de levier dans le secteur de l'eau ; **Voie 2.** Mobiliser les ressources nationales ; **Voie 3.** Mobiliser les investissements et les financements mondiaux et continentaux

Environ 50 milliards de dollars par an, soit 40 dollars US par Africain et par an, sont nécessaires pour assurer un

accès universel à une eau potable et l'assainissement durable en Afrique d'ici à 2030. Actuellement, 10 à 19 milliards de dollars US sont investis chaque année.

Le rapport du groupe d'experts ouvre la voie à un partenariat d'investissement décisif entre les gouvernements africains et les investisseurs institutionnels en Afrique et à l'étranger. Les trois voies proposées décrivent comment débloquer et développer une réserve sans précédent de projets d'eau pouvant faire l'objet d'investissements, grâce à un meilleur partage des risques entre les financements publics et privés. Il en résulterait une accélération sans précédent du rythme et de l'ampleur des financements destinés à répondre à l'urgence mondiale actuelle en matière d'eau et de climat.

Chaque dollar investi dans l'eau et l'assainissement résilients au climat rapporte au moins 7 dollars en gains sociétaux et économiques grâce à des améliorations dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'énergie, de la sécurité alimentaire, d'un environnement sain, de l'égalité des sexes et des objectifs de développement durable.



Les pays africains perdent actuellement jusqu'à 200 milliards de dollars US par an en raison de l'insuffisance des investissements, conjuguée aux effets du changement climatique. Plus de 300 millions d'Africains n'ont pas accès à l'eau potable et plus de 700 millions n'ont pas accès à un bon système d'assainissement. Si rien n'est fait, le changement climatique aggravera les pénuries d'eau et entraînera davantage d'insécurité alimentaire, de maladies, de déplacements de population et de conflits, et entravera le développement économique du continent.

LES PISTES À EXPLORER

Le panel propose un plan d'action en cinq points à l'intention des chefs d'État et de gouvernement, des entreprises et des dirigeants mondiaux, afin de soutenir la mise en œuvre des trois voies d'action : « mettre en place un lea-

dership politique intersectoriel au plus haut niveau, avec l'engagement d'augmenter substantiellement les budgets et les investissements publics pour la sécurité de l'eau et l'assainissement durable; assurer le suivi des progrès et renforcer la responsabilité mutuelle des résultats dans la mobilisation des investissements dans le secteur de l'eau et dans les mécanismes d'évaluation par les pairs à tous les niveaux de gouvernance; réaffirmer l'engagement d'allouer au moins 5 % des budgets nationaux au secteur de l'eau et de l'assainissement et 0,5 % du PIB par an aux programmes d'assainissement et d'hygiène; mobiliser de nouvelles sources de financement et des financements innovants en soutenant la mise en relation, en mettant l'accent sur les approches résilientes au changement climatique, les financements mixtes public-privé et les approches transformatrices

en matière d'égalité entre les hommes et les femmes; renforcer la réglementation institutionnelle pour les investissements dans le domaine de l'eau, créer des incitations et des pénalités pour une meilleure utilisation de l'eau dans de multiples industries afin de mener des efforts de gestion de l'eau, de biodiversité et de protection des écosystèmes; utiliser l'ODA pour réduire les risques liés aux investissements dans le secteur de l'eau et tirer parti de sources de financement plus importantes ».

Le Panel est une initiative du Programme d'action pour l'eau et contribuera à la réalisation des actions relatives à l'eau dans l'Agenda 2030 pour le développement durable. Le rapport fournit des informations sur le plan d'investissement du Panel de haut niveau qui sera publié lors du Sommet des ODD de 2023 en septembre 2023.

Avec APO

La République Démocratique du Congo envisage-t-elle un pivot vers la Russie ?

(Suite de la page 9)

Les initiés et les analystes du régime ont cité un nom – ou mieux, un scénario – à maintes reprises : le « scénario Lumumba ». En bref, Patrice Lumumba, premier Premier ministre de la RDC après l'indépendance, s'est tourné vers la Russie après n'avoir pas obtenu le soutien dont il avait besoin de la part de l'Occident, ce qui a finalement conduit à son assassinat. Des initiés affirment que le régime actuel craint un scénario similaire. Le président et de nombreux autres responsables du gouvernement congolais estiment qu'ils ne reçoivent pas le soutien dont ils ont besoin de la part de l'Occident et envisagent donc de se tourner vers la Russie. Ils ne craignent pas que le pivotement vers la Russie entraîne l'assassinat de Tshisekedi,

mais ils s'inquiètent que cela puisse les conduire à la perte de pouvoir : l'Occident réduirait sans aucun doute son soutien (politique et économique) au régime, ce qui menacerait le pouvoir du président Tshisekedi, tandis que les réseaux de l'ancien président Kabila, un rival potentiel, restent puissants.

Ceci explique en partie pourquoi Tshisekedi suit le dossier russe de si près. Tout au long de l'année 2022, et en particulier au cours du second semestre 2022, les différentes instances de politique étrangère et de sécurité de l'administration congolaise ont beaucoup discuté de la question, mais à la fin de l'année, le dossier avait largement disparu de ces forums. Au contraire, il est devenu fermement contrôlé par la présidence. Depuis lors, un

nombre croissant d'autres acteurs se sont impliqués en RDC. La Turquie, principal concurrent de la Russie sur le marché des armes en Afrique, a commencé à livrer des armes au gouvernement congolais, tout comme l'Afrique du Sud. Le gouvernement congolais a également commencé à travailler avec environ 400 soldats privés roumains et a acheté des drones militaires chinois. Enfin, symbole important, le ministre congolais de la Défense a rencontré le vice-ministre ukrainien de la Défense le 11 février à Kinshasa, où ils ont fait part de leur intention d'améliorer leur collaboration bilatérale.

La Russie n'est peut-être même pas en mesure d'apporter le soutien que la RDC souhaiterait. Il n'est pas certain que le groupe Wagner puisse en-

voyer des troupes; ses opérations sont déjà très limitées en Afrique et il lui serait difficile de se déplacer de la République centrafricaine, du Mali ou de la Libye vers la RDC. La présence russe au Congo est également limitée, d'une manière générale. Son ambassade, par exemple, ne compte que cinq membres du personnel diplomatique, un nombre particulièrement faible par rapport à d'autres missions. Cela dit, l'engagement de la Russie ne se limite pas à Wagner, comme l'a montré son engagement dans d'autres pays africains.

La durée pendant laquelle le gouvernement Tshisekedi restera en bons termes avec la communauté diplomatique occidentale sera déterminante. Les décideurs politiques sont de plus en plus préoccupés par une sé-

rie de questions de gouvernance, telles que le niveau de corruption dans le régime de Tshisekedi (y compris dans l'entourage direct du président), la mise aux enchères de blocs pétroliers dans des zones protégées, et un accord contesté avec Dan Gertler, un homme d'affaires controversé qui fait l'objet de sanctions américaines depuis 2017. Les prochaines élections seront cruciales pour les partenaires internationaux de la RDC – un point de vue que le secrétaire Blinken a explicitement exprimé lors de sa visite à Kinshasa – mais des inquiétudes planent déjà sur le processus électoral. Il reste à voir comment, et si, la relation de la RDC avec l'Occident résistera dans ces circonstances.

Avec Groupe d'étude sur le Congo

Soutien à l'équipe nationale de football : la FECOFA signe un accord de partenariat avec la Rawbank

La Fédération congolaise de football association (FECOFA) a conclu, jeudi à Kinshasa, un accord de partenariat avec la Rawbank, première banque de la République Démocratique du Congo. Il s'agit d'accompagner l'instance nationale de football dans le rayonnement du football. Dans sa première phase, ce partenariat ne concerne que l'équipe A de la RDC.

NANA KANKU

La Fédération congolaise de football association (FECOFA) a signé, jeudi à Kinshasa, un accord de partenariat avec la Rawbank, leader du secteur bancaire de la République Démocratique du Congo (RDC). Ce partenariat, d'une durée de neuf mois, avec une possibilité de renouvellement, devrait permettre de redorer l'image du football congolais.

Si les contours exacts de cet accord n'ont pas été révélés à la presse, le directeur de communication de la Rawbank a affirmé que ce partenariat permettra à cette banque de «gagner en visibilité et à la FECOFA sur le plan financier». Ce partenariat permettra ainsi

de soutenir le développement du football en RDC et de contribuer à l'unité du sport.

Avec cet accord, Rawbank devient officiellement le principal partenaire de la FECOFA. Ce qui lui confère le titre de «banque officielle des équipes nationales de football de la République Démocratique du Congo». Dans le cadre de ce partenariat, Rawbank s'est engagée à soutenir l'équipe nationale de football de la RDC et à fournir, entre autres, un soutien financier à l'équipe pour aider à son développement et à son succès sur la scène internationale.

Cet engagement de la Rawbank aux côtés de la FECOFA s'inscrit dans un dispositif de soutien aux initiatives à impact social mises en place par la banque qui accompagne régulièrement des organisations engagées en RDC.

«Nous sommes convaincus que le sport, en par-



ticulier le football, est un vecteur puissant de développement social. C'est pourquoi nous sommes particulièrement fiers de notre partenariat avec la Fédération congolaise de football association. Nous nous engageons à soutenir le développement du football congolais à tous les niveaux en commençant par les jeunes talents qui représentent l'avenir de notre sport», a déclaré Hugues

Bosala, directeur régional de la Rawbank/Kinshasa.

Répondant à cette main tendue de la Rawbank, le président ad intérim de la FECOFA, Donatien Tshimanga, n'a pas caché sa joie «C'est avec joie que je vous accueille ici dans la maison du football, au siège de la FECOFA. Comme dit précédemment par le délégué FIFA/CAF dans son mot, il était important pour nous, en

dehors de l'apport inestimable de l'Etat pour les équipes nationales et des subventions de la FIFA ainsi que de la CAF, de pouvoir envisager les possibilités qui s'offrent à nous pour développer nos sources de revenus, de les multiplier et les diversifier», a dit le patron du football congolais. Et d'ajouter : «Ce partenariat, premier du genre, devrait nous permettre ainsi de lancer cette nouvelle vision que nous voulons sur le développement de notre football. Comme vous pouvez le constater, l'évidence est bien là, les premières retombées de cette collaboration se concrétisent, en ce jour, avec ce mariage de cœur et de raison entre le football congolais, à travers la FECOFA, et la Rawbank». Avant de remercier l'équipe managériale de la Rawbank qui, «malgré les turbulences du moment, a pris l'option de nous accompagner».

A noter que ce partenariat ne prend en compte que l'équipe A de football de la République Démocratique du Congo. La Rawbank promet d'élargir le champ prochainement pour d'autres compartiments du football congolais.

Eliminatoires CAN 2023 : Sébastien Desabre confiant sur la double confrontation avec la Mauritanie

N. KANKU

Les Léopards de la République Démocratique du Congo jouent leur survie, ce vendredi 24 mars 2023, au stade TP Mazembe de Kamalondo, à Lubumbashi (province du Haut-Katanga), pour le compte des éliminatoires CAN/Côte d'Ivoire, en match comptant de la troisième journée. Les Fauves congolais n'ont pas droit à l'erreur pour ce match de qualification.

Au cours de la conférence de presse d'avant match, jeudi à Lubumbashi, le sélectionneur national des Léopards de la RDC, Sébastien Desabre, s'est dit «confiant» de son effectif, soulignant que «l'objectif, c'est de faire de bons résultats sur cette double confrontation pour initier un nouveau départ».

«Je suis satisfait de l'état d'esprit qu'affichent les joueurs. Ils savent qu'il faut gagner les matches. Et pour les gagner, il faut avoir un caractère, une discipline irréprochable. Pour moi, ce que je vais leur demander en premier, c'est de montrer sur le terrain le caractère qui fait



Sébastien Desabre, sélectionneur des Léopards de la RDC

qu'une équipe nationale représente un pays», a déclaré Sébastien Desabre. Il a fait remarquer que la RDC part avec un handicap puisqu'actuellement les Léopards de la RDC sont derniers du groupe.

«Nous avons un double objectif : le premier est de prendre les points à domicile et remporter la victoire. Ce qui peut nous laisser enlever une survie dans ce groupe. Le deuxième objectif pour moi, c'est la première fois qu'on va être en match

officiel. Il y a eu beaucoup de nouveaux joueurs à intégrer cette semaine. On a eu deux séances. On peut dire que c'est le vrai départ du groupe. On construit un projet. Les résultats nous permettent d'aller plus vite dans ce que l'on veut faire», a-t-il expliqué.

Sébastien Desabre compte aussi s'appuyer sur les points forts de son groupe. «La force de ce groupe, c'est l'envie. Je ressens beaucoup d'envies et de motivations des

joueurs à faire quelque chose de positif sur ce stage et dans le futur», a-t-il fait savoir.

Une sensibilisation totale règne dans le Haut-Katanga pour accompagner les Léopards séniors. Sur place à Lubumbashi, le gouverneur du Haut-Katanga, Jaques Kyabula Katwe, a rendu mercredi une visite de réconfort aux Fauves congolais.

Président du TP Mazembe, Moïse Katumbi Chapwe a adressé un message de soutien aux Léopards, confiant, à l'instar du coach Desabre, sur la victoire des Léopards ce vendredi face à l'équipe de la Mauritanie.

Depuis leur arrivée à Lubumbashi, les Léopards affichent une sérénité qui rassure. Dernier de leur groupe, les Léopards doivent absolument battre leurs homologues mauritaniens pour se relancer dans la course à la qualification. Une mission qui est loin d'être facile pour les hommes de Sébastien Desabre.

Après le match de Lubumbashi, les Léopards vont s'envoler pour la Mauritanie où ils jouent le match retour le 28 mars prochain.

ECONEWS

Journal en ligne et Tri-hebdomadaire d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa / Gombe
Tél : +243 81 904 17 63 / 89 301 93 05
+ 243 903185670
E-mail :

kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Faustin KUEDIASALA

RÉDACTEUR EN CHEF
Hugo TAMUSA

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Florent N'LUNDA N'SILU

RÉDACTION GÉNÉRALE
Faustin KUEDIASALA
Hugo TAMUSA
Florent N'LUNDA N'SILU
Véron KONGO

Jonathan MUTADJIRI
Nana Kanku
A.T. MPUKU

COLLABORATEUR EXTÉRIEURS
Marc NZATE
Francis Mayuma

WEB MASTER
Tighana MASTALA

PRODUCTION
Michel MASUDI
+243 907314011

COMMERCIAL
John RUSHIMBA

INTENDANT GÉNÉRAL
René LOKOTA

